

JUN 27 1967

UNESA COLLECTION

Distr.
LIMITEE

T/L.1125

23 juin 1967

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session
Point 4 c) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1312ème séance, le 15 juin 1967, le Conseil de tutelle a désigné un Comité de rédaction composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'a chargé de proposer, compte tenu des débats qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et des recommandations sur la situation dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique et de faire des recommandations touchant le chapitre relatif à la situation dans ce territoire qui sera inclus dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
2. Le Comité de rédaction a tenu quatre séances. Il a bénéficié de l'assistance d'un représentant de l'Autorité administrante.
3. Compte tenu du débat général qui a eu lieu au Conseil sur la situation dans le territoire et du rapport de la Mission de visite (T/1658 et Corr.1 et Add.1), le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et de recommandations qui, selon lui, représentent l'opinion de la majorité des membres du Conseil et qui sont reproduites dans l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé sur la situation dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique (T/L.1121 et Add.1) comme texte de base du chapitre sur la situation dans ce territoire qui sera inséré dans le présent rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.

5. Le Comité recommande également au Conseil de tutelle d'adopter les conclusions et recommandations formulées dans l'annexe ci-après et de les insérer dans ledit chapitre, à la suite de chaque section ou sous-section correspondante.

ANNEXE

PROJET DE CONCLUSIONS ET DE RECOMMANDATIONS

I. GENERALITES

Réclamations pour dommages de guerre

1. Le Conseil de tutelle prend acte des résolutions ci-après adoptées par le Congrès de la Micronésie à sa deuxième session :

- i) La résolution commune de la Chambre No 12 aux termes de laquelle le Gouvernement des Etats-Unis est prié de prendre des mesures immédiates en vue du règlement de la question des réclamations pour dommages de guerre;
- ii) La résolution commune de la Chambre No 25 aux termes de laquelle le Gouvernement des Etats-Unis est prié de prendre des mesures en vue du règlement de la question des réclamations pour les dommages causés pendant l'occupation militaire des forces des Etats-Unis; et
- iii) La résolution commune du Sénat No 21 portant création d'un Comité spécial du Congrès chargé d'enquêter sur les réclamations légitimes pour tous les dommages causés en période de guerre ou d'après-guerre et de faire rapport à ce sujet.

2. Le Conseil de tutelle note que d'après le rapport de la Mission de visite de 1967, les représentants et le peuple de la Micronésie sont unanimes à insister d'urgence pour que l'on règle rapidement la question des réclamations de longue date des Micronésiens (mentionnée dans la résolution commune de la Chambre No 12) touchant l'indemnisation par le Japon des dommages de guerre, et que la Mission s'inquiète des retards prolongés dans l'indemnisation des dommages que l'Autorité administrante a reconnus comme étant valables et justifiés. Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il avait faites à plusieurs reprises en vue d'un prompt règlement de cette question importante, accueille favorablement la déclaration du représentant des Etats-Unis selon laquelle de nouveaux entretiens ont eu lieu entre le Japon et les Etats-Unis en mars 1967 sur la question des réclamations et que l'espoir de voir régler ce problème est plus grand qu'il ne l'a jamais été à l'un quelconque des stades antérieurs des négociations. Le Conseil, réitérant sa suggestion tendant à ce que l'on envisage de recourir aux bons offices du

Secrétaire général en vue d'un règlement rapide des réclamations des Micronésiens contre le Japon pour les dommages de guerre subis au cours de la deuxième guerre mondiale, recommande instamment à l'Autorité administrante de continuer à faire tout ce qui est en son pouvoir pour régler la question de ces réclamations dans les plus brefs délais et exprime à nouveau l'espoir qu'un règlement définitif interviendra avant sa prochaine session.

3. Le Conseil, notant les observations de la Mission de visite sur les réclamations présentées contre les Etats-Unis (mentionnées dans la résolution commune de la Chambre No 25) qui n'auraient pas été satisfaites, a appris avec satisfaction du représentant spécial qu'une équipe nommée par le Secrétaire d'Etat à l'intérieur avait parcouru l'ensemble du Territoire sous tutelle en 1966 pour procéder à une enquête sur les réclamations présentées contre le Gouvernement des Etats-Unis pour dommages postérieurs à la deuxième guerre mondiale subis après l'occupation (post-secure damage) qui n'auraient pas été satisfaites et qu'à la suite de cette enquête un bureau des réclamations était constitué dans les services de l'Attorney-General pour classer et évaluer les données dont on dispose sur les réclamations. Le Conseil exprime l'espoir que des efforts seront bientôt faits pour examiner et déterminer le bien-fondé de ces réclamations afin de parvenir à une solution rapide du problème.

Questions foncières

4. Le Conseil de tutelle, notant que beaucoup de terres n'ont pas été cadastrées et que les litiges fonciers absorbent une bonne partie du temps des tribunaux, se félicite de la promulgation de la Public Law No 2-1 prévoyant la création de commissions foncières chargées de cadastrer les terres, d'établir des titres de propriété et de régler les litiges fonciers. Le Conseil note en outre avec satisfaction la création du nouveau bureau du cadastre (Land Management) et escompte que l'Autorité administrante et le Congrès de la Micronésie feront tout ce qui est en leur pouvoir pour accorder l'attention et la priorité voulues à la question du régime foncier, de l'utilisation des terres et des titres fonciers. Le Conseil espère aussi que les réclamations foncières présentées par les Micronésiens contre l'Autorité administrante seront étudiées et feront l'objet de décisions le plus rapidement possible.

II. PROGRES POLITIQUE

Généralités

5. Le Conseil de tutelle est heureux de noter que les deuxièmes élections générales au Congrès de la Micronésie ont eu lieu le 8 novembre 1966 sur la base du suffrage universel des adultes et que les travaux accomplis dans le domaine législatif par le Congrès à sa deuxième session sont demeurés importants, ce qui montre une fois de plus que les Micronésiens ont la volonté de se gouverner eux-mêmes. Le Conseil est convaincu que le Congrès de la Micronésie continuera à jouer un rôle de plus en plus grand dans l'évolution future de la Micronésie vers l'autonomie et l'auto-détermination ainsi que vers l'unification de sa population.

6. La conviction du Conseil se trouve renforcée du fait que le Congrès a demandé que le Gouvernement du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique soit appelé désormais Gouvernement de la Micronésie et que le Congrès a sollicité le Président des Etats-Unis de constituer une commission qui serait chargée de consulter le peuple de la Micronésie sur la question de l'avenir du Territoire. Le Conseil estime également que ces progrès devraient avoir pour contrepartie des progrès équivalents des Micronésiens dans la branche exécutive du gouvernement.

Création d'organes représentatifs, exécutifs et législatifs et expansion de leurs pouvoirs

a) Le Congrès de la Micronésie

7. Le Conseil de tutelle, rappelant ses recommandations antérieures sur la nécessité, pour le Congrès de la Micronésie, de tenir des sessions plus longues et plus fréquentes, afin de faire face aux problèmes que rencontre le Territoire sous tutelle au stade actuel de son développement, ce qui justifie les services et, par conséquent, la rémunération à plein temps des membres du Congrès, accueille favorablement la création, en décembre 1966, de comités provisoires du Sénat et de la Chambre, chargés de se réunir dans l'intervalle des sessions, ainsi que l'adoption, le 8 août 1966, par le Congrès de la Micronésie, d'une Résolution commune du Sénat (No 33), priant le Secrétaire d'Etat à l'intérieur de modifier l'article 19 de l'ordonnance 2882 de manière à assurer les services à plein temps et par conséquent la rémunération à plein temps des membres du Congrès de la Micronésie.

A cet égard, le Conseil note avec satisfaction que comme suite aux recommandations antérieures qu'il avait faites à ce sujet et à la Résolution commune de la Chambre (No 48) du Congrès de la Micronésie priant le Haut Commissaire d'assurer le financement des frais de gestion et des dépenses imprévues du Congrès de la Micronésie par des subventions des Etats-Unis, l'Administration examine actuellement un certain nombre de mesures visant notamment à :

- i) Prolonger la durée de la session ordinaire, qui est actuellement de 30 jours;
- ii) Faire bénéficier les membres du Congrès d'une rémunération à plein temps dans un avenir assez rapproché; et
- iii) Fournir un appui financier accru afin de couvrir les dépenses d'administration du Congrès de sorte que les crédits alimentés par les recettes intérieures puissent être affectés par le Congrès aux besoins du programme.

b) Droit de vote et pouvoirs du Congrès

8. Le Conseil de tutelle, ayant présentes à l'esprit ses conclusions précédentes suivant lesquelles, pour que le Congrès soit le porte-parole et l'instrument efficace des vœux des Micronésiens, il doit être doté de certains pouvoirs de décision, notamment en matière de finances, et disposer d'une organisation et de moyens qui lui permettent d'exercer ces pouvoirs, prend acte des observations formulées par la Mission de visite de 1967 sur les questions budgétaires. Le Conseil fait sienne l'opinion de la Mission de visite selon laquelle, pour pouvoir être associé efficacement au processus de contrôle budgétaire et d'ouvertures de crédits, le Congrès de la Micronésie devra disposer d'un droit de regard accru en ce qui concerne l'examen de l'avant-projet de budget et la formulation de recommandations à cet égard. Le Conseil a appris avec satisfaction la suggestion du Haut Commissaire suivant laquelle, en tant que mesure transitoire, un ou deux représentants du Congrès de la Micronésie seraient invités à participer à la présentation du budget au Congrès des Etats-Unis. Néanmoins, plus de 95 p. 100 du budget central du Territoire sous tutelle est alimenté par des subventions votées par le Congrès des Etats-Unis et le Congrès de la Micronésie ne peut exercer un contrôle efficace sur la majeure partie des activités de l'Administration; cela a suscité un certain mécontentement parmi les hommes politiques et les membres du corps législatif de la Micronésie.

Le Conseil exprime à nouveau l'espoir que des mesures seront bientôt prises pour élargir les attributions financières du Congrès en étendant progressivement ses pouvoirs de manière qu'ils englobent l'affectation des crédits alimentés par les subventions des Etats-Unis.

c) Administration locale

9. Le Conseil de tutelle note que le programme visant à doter de chartes les organes législatifs de district et les municipalités progresse régulièrement; qu'à l'exception du Congrès de Yap tous les cinq autres districts ont des organes législatifs dont la juridiction s'exerce sur toute l'étendue du district; et que s'il n'y a pas de plan uniforme concernant la représentation électorale et le mandat des représentants, tous les membres des corps législatifs de district sont élus par la population conformément aux dispositions de la charte du district. A la suite de la promulgation de la Public Law 1-6 qui précise les pouvoirs et les prérogatives essentiels de l'Administration territoriale, des administrations de district, des municipalités et des administrations locales, on escompte que l'organe législatif national et les organes législatifs locaux entreprendront une action plus vaste et plus efficace en vue d'accélérer le développement de la Micronésie. Néanmoins, le Conseil a été déçu d'apprendre, à la lecture du rapport de la Mission de visite de 1967, que des Micronésiens et même certains membres du corps législatif ne comprenaient pas très bien le fonctionnement de l'organe législatif central et des organismes locaux. Par suite du manque de recettes locales, la plupart des municipalités sont tributaires des crédits alloués par l'Administration du Territoire sous tutelle ou des subventions des législatures de district pour assurer les principaux services publics. Par ailleurs, il semble quelque peu anormal que 1 000 conseillers municipaux et 300 membres de législatures de district desservent 97 000 habitants; bien que leur action soit assurément utile sur le plan local, le Conseil estime que l'on aurait intérêt à simplifier la structure politique de l'Administration locale.

d) Fonction publique : formation et accès des autochtones à des postes administratifs supérieurs

10. Le Conseil de tutelle note que l'Administration a déclaré que le but recherché était de donner à tous les Micronésiens les moyens voulus pour bénéficier d'une formation adéquate et acquérir, le plus rapidement possible, les qualifications qui leur permettront de remplacer les employés non Micronésiens; il accueille favorablement les plans visant à assurer la rotation des administrateurs adjoints de district micronésiens afin de leur permettre d'acquérir une plus large expérience et à nommer adjoint administratif auprès du Haut Commissaire un Micronésien administrateur adjoint de district. Cependant, le Conseil tient à faire observer que si le nombre de Micronésiens nommés à des postes administratifs supérieurs qui étaient occupés par des Américains a continué d'augmenter depuis le transfert du siège de l'Administration du Territoire sous tutelle à Saipan en 1962, aucun fonctionnaire micronésien n'a jusqu'ici accédé au poste de Haut Commissaire adjoint ou de directeur au siège.

11. Rappelant sa suggestion antérieure suivant laquelle il fallait, pour donner à la micronisation de la fonction publique l'impulsion souhaitable, créer une fonction publique unifiée et constituer une commission de la fonction publique, le Conseil note avec satisfaction qu'à la suite des mesures prises par l'Administration pour appliquer les propositions relatives à la micronisation de la fonction publique le Congrès de la Micronésie a promulgué, à sa deuxième session, la Public Law 2-2 instituant un système de personnel unique connu sous le nom de Trust Territory Merit System et constituant un Conseil du personnel chargé d'assurer le fonctionnement du Merit System; le Conseil se félicite également de ce que, de l'avis du Département du personnel, un système unique des salaires peut être créé dans l'espace de 5 ans.

e) L'exécutif

12. Le Conseil de tutelle note qu'aucun Micronésien n'a encore accédé aux échelons supérieurs du pouvoir exécutif et que les progrès dans ce domaine ont été inférieurs à ceux accomplis dans la branche législative. Le Conseil souligne la nécessité, pour les Micronésiens, d'acquérir rapidement une expérience dans l'élaboration de la politique et l'exercice des responsabilités politiques au

niveau ministériel. Le Conseil note avec satisfaction l'opinion de la Mission de visite qui a estimé que certains Micronésiens sont déjà à même de commencer à assumer des responsabilités ministérielles et fait sienne la déclaration de la Mission de visite selon laquelle il importe que l'accès aux plus hautes fonctions de l'exécutif soit ouvert à ceux qui sont en mesure de prouver qu'ils les méritent. Le Conseil note et approuve les mesures prises par l'Administration pour faire participer les fonctionnaires micronésiens aux discussions ministérielles tout en considérant que de nouvelles mesures devront être prises vers la formation d'un Conseil exécutif ou d'un cabinet officiel. Le Conseil juge intéressante la suggestion présentée par la Mission de visite en vue de nominations politiques au cabinet de la Micronésie et la soumet à l'attention de l'Autorité administrante en tant que proposition utile et moyen approprié d'assurer la transition vers l'autonomie ou l'indépendance. Le Conseil estime que c'est là une question importante et urgente.

f) Peace Corps

13. Le Conseil de tutelle note que, d'après le rapport de la Mission de visite, la décision prise par l'Autorité administrante d'envoyer dans le Territoire de nombreux volontaires du Peace Corps a été exécutée avec vigueur et qu'elle aura des effets considérables sur la vie en Micronésie. Le Conseil est heureux de constater que les Micronésiens accueillent les volontaires du Peace Corps qui, dans bien des domaines, travaillent avec dévouement au progrès de la Micronésie et note avec satisfaction que le prochain groupe de volontaires qui doit commencer ses activités à l'automne de 1967 comptera vraisemblablement un plus grand nombre de personnes s'occupant de questions économiques. Le Conseil estime, comme la Mission de visite, qu'il serait utile que leurs rapports avec les Micronésiens donnent aux volontaires du Peace Corps l'occasion de familiariser ces derniers avec l'objet et le fonctionnement de la tutelle et de leur faire connaître les obligations que l'Autorité administrante a assumées aux termes de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle.

/...

III. PROGRES ECONOMIQUE

Economie générale

14. Notant que, de l'avis de la Mission de visite de 1967, l'économie du Territoire est pratiquement stagnante, et rappelant ses recommandations antérieures au sujet du développement économique, le Conseil se félicite de la publication de l'"Economic Development Plan for Micronesia" par Robert R. Nathan Associates, Inc. Le Conseil prend note de la conclusion générale formulée dans ce rapport, à savoir que vouloir assurer une économie viable en Micronésie est un objectif réaliste qui peut être atteint. Le Conseil a appris avec satisfaction que les commissions intérimaires ayant procédé à un premier examen du rapport Nathan, le Congrès de la Micronésie doit accorder toute son attention, lors de sa prochaine session, aux recommandations qu'il contient. Le Conseil fait sienne l'opinion exprimée par la Mission de visite selon laquelle, pour le moment et tant que le statut futur du Territoire n'aura pas été clairement défini, les plans de développement économique doivent être accélérés le plus possible, à condition que ces plans sauvegardent les possibilités qu'offre aux Micronésiens l'expansion économique de leur pays et ne compromettent en rien leur libre choix sur le plan politique. Le Conseil appelle l'attention de l'Autorité administrante et du Congrès de la Micronésie sur les observations de la Mission de visite touchant la nécessité, comme principal objectif économique, d'accroître la productivité en Micronésie.

Finances publiques : accroissement des ressources publiques

15. Si le Conseil de tutelle est déçu de ce que le Congrès des Etats-Unis n'ait pas ouvert l'année dernière le crédit de 172 millions de dollars au titre de plan d'équipement quinquennal qui avait été demandé en sus d'un budget de fonctionnement accru de 152 millions de dollars pour la même période de cinq ans, il constate toutefois avec satisfaction que le Congrès des Etats-Unis a décidé récemment de relever le plafond budgétaire pour la Micronésie de 17,5 millions de dollars à 25 millions de dollars pour l'exercice 1967 et à 35 millions de dollars pour les exercices 1968 et 1969. Le Conseil est convaincu qu'il faut réexaminer le régime fiscal de la Micronésie afin d'accroître les recettes publiques et fait sienne la recommandation de la Mission de visite tendant à ce que le Congrès de la

Micronésie soit invité et encouragé à adopter un système satisfaisant d'imposition directe en vertu duquel tous les Micronésiens, y compris les étrangers résidant en Micronésie, apporteraient une contribution raisonnable aux finances du Territoire.

16. Le Conseil souligne la nécessité d'accroître les ressources en vue du financement du développement économique et signale à l'attention de l'Autorité administrante les observations que la Mission de visite a formulées à ce sujet.

Agriculture et pêche

17. La Mission de visite a estimé que l'agriculture dans le Territoire peut rapidement permettre d'augmenter les possibilités d'emploi et d'accroître les revenus des Micronésiens et le Conseil de tutelle reconnaît avec elle qu'il faut donner à l'agriculture un rang de priorité élevé dans les programmes de développement. Le Conseil signale en particulier les recommandations touchant l'amélioration de la commercialisation et de l'exportation des produits micronésiens, la lutte contre les parasites et le renforcement des services de vulgarisation et aussi peut-être la nécessité d'établir, au départ, une protection douanière si l'on veut que la production agricole devienne un secteur économique important. L'industrie du coprah et de la noix de coco est considérée comme offrant des possibilités telles qu'elle mérite une attention particulière.

18. Notant que les pêcheries constituent un potentiel économique important, le Conseil constate avec satisfaction que l'on a déjà entrepris de développer l'industrie de la pêche commerciale dans le Territoire et il espère que l'on donnera aux Micronésiens toutes possibilités de recevoir une formation dans ce domaine et de participer aux activités à tous les niveaux. Le Conseil appelle l'attention de l'Autorité administrante sur les observations de la Mission de visite concernant la nécessité de développer le traitement et la commercialisation du poisson, sur le fait qu'à son avis, le développement des pêcheries nécessiterait la création d'un département des pêches comptant un personnel local nombreux dans les principaux centres de pêche et sur sa recommandation tendant à ce que l'Autorité administrante donne un rang de priorité élevé au développement de ce secteur de l'économie.

Transports et communications

19. Le Conseil de tutelle estime, ainsi que la Mission de visite, que la première mesure à prendre en vue du développement économique consiste à renforcer l'infrastructure, en particulier dans le domaine des transports, et note que le Haut Commissaire a reconnu la nécessité d'améliorer le matériel et les services de transports et a indiqué que des mesures étaient prises dans ce sens. Le Conseil invite instamment l'Autorité administrante à s'occuper immédiatement d'améliorer les services de transports maritimes, les routes et les transports aériens dans le Territoire.

IV. PROGRES SOCIAL

Services médicaux et sanitaires

20. Le Conseil de tutelle prend note des déclarations de l'Autorité administrante selon lesquelles des mesures ont été prises pour donner suite aux conclusions et aux recommandations formulées dans le rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) [T/1647]. En outre, le Conseil trouve encourageante la constatation de la Mission de visite de 1967 que le niveau général de la santé de la population est déjà élevé et ne constitue pas une entrave au développement économique de la Micronésie. Le Conseil espère qu'à la suite de la nomination récente d'un nouveau Directeur de la santé publique il sera possible d'établir prochainement un programme systématique à long terme de santé publique conformément à la recommandation de l'OMS.

V. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

21. Le Conseil de tutelle félicite l'Autorité administrante des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la nouvelle politique d'enseignement qui vise à assurer à tous les Micronésiens l'enseignement gratuit depuis l'école élémentaire jusqu'à la fin des études secondaires, et une formation professionnelle supérieure pour les élèves qui peuvent tirer profit d'un enseignement plus poussé.

22. Se fondant sur le rapport de la Mission de visite de 1967 relatif à l'enseignement, le Conseil note que l'Autorité administrante a encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés, à savoir créer des écoles primaires et secondaires dotées de maîtres qualifiés et suffisamment nombreux pour tous les enfants d'âge scolaire et pour tous les élèves de 9ème année qui désirent faire des études secondaires. Le Conseil reconnaît avec la Mission qu'il faut

s'occuper d'urgence de la formation professionnelle et technique et que les programmes d'enseignement primaire et secondaire devraient être mieux adaptés au milieu micronésien. Le Conseil est encouragé par le fait que le Représentant spécial lui a donné l'assurance qu'une étude actuellement entreprise pour réexaminer le système d'enseignement permettra de formuler des recommandations visant à assurer un équilibre plus réaliste entre les études théoriques et la formation professionnelle, mais il tient aussi à appeler l'attention sur la recommandation de la Mission tendant à ce que l'Administration, en étudiant de façon approfondie les objectifs du système d'enseignement dans le Territoire sous tutelle, s'assure le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

23. Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a formulées en 1966 au sujet d'un établissement d'enseignement supérieur du 1er cycle (junior college), note que, d'après la Mission de visite, cette idée n'a pas été abandonnée mais qu'elle n'est pas à l'étude pour le moment, étant donné que l'on s'efforce d'élargir le programme d'enseignement. Le Conseil espère néanmoins que ce projet ne sera pas perdu de vue et qu'il sera examiné en détail au cours de l'étude générale du système d'enseignement à laquelle on procède actuellement.

VI. FIXATION D'ETAPES INTERMEDIAIRES ET D'UN DELAI DEFINITIF POUR L'ACCESSION A L'AUTONOMIE ET A L'INDEPENDANCE

24. Le Conseil de tutelle prend acte de la déclaration de l'Autorité administrante, selon laquelle le moment approche où les Micronésiens seront appelés à se prononcer sur leur avenir politique, mais qu'il serait prématuré de faire à l'heure actuelle des recommandations précises quant au statut futur du Territoire et que la date précise à laquelle le Territoire exercera son droit de libre détermination dépend en grande partie des vœux de la population exprimés par l'intermédiaire du Congrès de la Micronésie.

25. Le Conseil prend note également des conclusions formulées par la Mission de visite de 1967, à savoir que les principaux obstacles encore à surmonter dans la voie de la liberté politique et de la libre détermination tiennent à la dépendance économique excessive dans laquelle la Micronésie se trouve par rapport aux Etats-Unis et au fait que la population ne comprend pas bien quelles options lui

sont offertes, mais que le moment n'est pas très éloigné où le peuple micronésien s'estimera prêt à assumer la responsabilité de décider de son avenir. Sans préjuger le rôle essentiel de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil se réjouit de ce que le Congrès de la Micronésie ait adopté la résolution commune No 47, présentée par la Chambre, par laquelle il sollicite le Président des Etats-Unis de constituer une commission qui serait chargée de consulter les Micronésiens le plus tôt possible afin de déterminer leurs aspirations et leurs vœux quant à leur avenir et de soumettre ses conclusions avant le 31 décembre 1968. Le Conseil prie l'Autorité administrante de faire connaître aux Micronésiens les diverses options qui leur sont offertes, conformément à la recommandation de la Mission de visite tendant à ce que soit entrepris un programme d'éducation politique et de s'efforcer par tous les moyens dont elle dispose d'aider la population à prendre davantage conscience de ses possibilités et de ses responsabilités.

26. Réaffirmant le droit inaliénable du peuple micronésien à l'autodétermination, y compris son droit à l'indépendance, le Conseil invite instamment l'Autorité administrante, en consultation avec le Congrès de la Micronésie et conformément à la Charte des Nations Unies, à l'Accord de tutelle et aux résolutions 1514 (XV), du 14 décembre 1960, et 1541 (XV), du 15 décembre 1960, de l'Assemblée générale, à prendre toutes les mesures nécessaires lui permettant de fixer la date à laquelle la population du Territoire pourra exercer son droit de libre détermination.
